

Une pensée innovatrice dans le secteur énergétique canadien peut stimuler une durabilité économique

Il y a une tension naturelle entre l'encouragement à utiliser le pétrole et le gaz et à les exporter pour appuyer les producteurs et la reconnaissance que les Canadiens sont également des consommateurs. Lors des récents événements, les Canadiens ont pris conscience de l'impact économique des variations du prix international de l'énergie et, pourtant, l'importance des industries du pétrole et du gaz pour l'économie nationale est parfois méconnue. On doit diversifier l'économie et protéger les entreprises et les consommateurs du cycle économique volatile d'expansion et de ralentissement lié au pétrole et au gaz. On peut également profiter de la quantité abondante de gaz naturel pour promouvoir une économie plus verte, viable et stable.

Dans son Énoncé de politique de mai 2009 intitulé *L'énergie canadienne : une précieuse ressource*, la Chambre de commerce du Canada a souligné la contribution importante que le secteur énergétique apporte à l'économie canadienne. En 2007, il représentait 5,6 % du PIB canadien (près de 70 milliards de dollars) et près de 55 % de l'énergie produite au Canada a été exportée pour un total de 91,6 milliards de dollars. Les Provinces de l'Ouest représentaient la majorité de la production de pétrole brut et de gaz naturel, tandis que les Provinces de l'Est produisaient et exportaient de l'énergie d'origine hydro-électrique et nucléaire. La Saskatchewan et l'Ontario possèdent les réserves d'uranium les plus vastes du monde.

L'Ouest canadien a de vastes ressources de pétrole sous forme de bitume, y compris un potentiel recouvrable de 6 276 milliards de mètres cubes de pétrole non conventionnel inexploité, mais sa production de gaz naturel a atteint un sommet en 2001. Selon l'ERCB, la production commercialisable de gaz naturel de l'Alberta a diminué d'environ 15 % au cours de la dernière décennie, même si le nombre de puits de gaz actifs a plus que doublé.

La Chambre de commerce du Canada a prédit que, d'ici à 2030, l'Amérique du Nord consommera entre 20 et 25 % d'énergie de plus. Le secteur des transports représentera 31,3 % de la demande finale, suivi de près par le secteur industriel (30,9 %) et les clients résidentiels représenteront 16,9 % de la demande énergétique. En ce qui a trait à la demande industrielle totale, le secteur manufacturier représente 70,7 %, l'extraction minière, pétrolière et gazière 26,0 %, la construction 2,5 % et la foresterie 0,8 %. Par région, l'Ontario est le plus grand consommateur d'énergie du Canada, représentant 32,3 % de la consommation totale d'énergie, suivi du Québec (20,6 %) et de l'Alberta (19,9 %).

Cambridge Energy Research Associates a signalé en 2007 que les champs de pétrole en production diminuent en moyenne de 4,5 % par an à travers le monde. Or, la demande de pétrole dans les économies dynamiques des pays en développement suit une trajectoire opposée. CERA a noté que la dernière année où le monde a découvert plus de pétrole brut conventionnel qu'il en a consommé est 1981.

À mesure que les sources de pétrole et de gaz aisément disponibles deviennent plus difficiles à extraire et que le coût des intrants augmente, et que la demande globale excède l'offre, on peut présumer que les coûts augmenteront rapidement et qu'il y aura des problèmes d'approvisionnement.

De plus, dans sa Note d'information sur l'énergie intitulée *Les attitudes et comportements qui façonnent la consommation d'énergie*, l'Office national de l'énergie reconnaît que le Canada doit équilibrer la production et la consommation. Son rapport cerne trois secteurs clés :

- Économie d'énergie – promouvoir les comportements qui mettent en valeur les économies d'énergie.
- Efficacité énergétique – appliquer des techniques nouvelles ou meilleures pour réduire la consommation d'énergie.
- Nouvelles sources d'énergie – remplacer une forme d'énergie par une autre.

Les principaux éléments de motivation qui inciteront les Canadiens à modifier leurs tendances de consommation seront l'économie et le prix des produits du pétrole et du gaz. L'économie d'énergie a un avantage économique direct pour les Canadiens : il y a plus d'énergie à exporter.

Recommandations

Que le gouvernement fédéral :

1. Améliore et élargisse les programmes qui encouragent et mettent en valeur la recherche, le développement et la commercialisation de nouvelles techniques qui minimisent les problèmes environnementaux associés à l'extraction, à la production et à la consommation des combustibles fossiles tout en augmentant la viabilité économique de nos autres ressources énergétiques, notamment l'énergie éolienne, solaire, géothermique, hydraulique et les biocarburants, etc.
2. Dans la mesure du possible, favorise les politiques publiques et encourage les pratiques du secteur privé qui appuient la conservation intérieure des combustibles fossiles restreints grâce aux économies d'énergie et aux efficacités.
3. Prenne l'initiative de tirer parti des ressources naturelles du Canada, crée un marché énergétique plus robuste et favorise une responsabilité environnementale accrue en examinant la possibilité d'ajouter des sources énergétiques de rechange comme le gaz naturel et autres options viables aux pratiques d'approvisionnement du gouvernement et fasse la promotion de ce concept auprès du public canadien.